



CONVENTION DE STAGE
PERIODE DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL
Période N : 1

Signée entre le :

Lycée professionnel
Louis Antoine de BOUGAINVILLE

Représenté par Madame Cécile MOREAU, en qualité de chef d'établissement

2, rue Eugène LE ROUX
44100 NANTES
Téléphone : 02.51.80.24.00
Fax : 02.40.58.27.80
Mél. : ce.0440036a@ac-nantes.fr
Site :
<http://bougainville.paysdelaloire.e-lyco.fr>

Nom de l'enseignant référent :

Madame DELMORAL

Année de Formation :

ULIS PROFESSIONNELLE

Année de détermination

Classe de ULIS PRO

L'ENTREPRISE

Nom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Dirigée ou représentée par :

Tél :

e-mail :

Fax :

N° SIRET :

Domaine d'activité :

Tuteur du stagiaire ou personne à contacter :

Tél si ligne directe ou portable :

[] Atteste avoir adressé à l'inspecteur du travail le la déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs prévu à l'article R.4153-41 du code du travail.

Et L'ÉLÈVE

Nom : SAID ALI Naïm

Prénom : Naïm

Classe : ULIS PRO

Date de naissance : 25/04/2003

Adresse personnelle : 1 rue d'ARRAS

Code postal : 44800

Ville : SAINT HERBLAIN

Tél : 07.58.66.14.57

e .mail :

DATE DU STAGE

Du lundi 07/10/2019 au Samedi 19/10/2019

Soit en nombre de jours* : 10 jours (2 x 5 jours)

* Conformément à l'article D.124-6 du code de l'éducation, "chaque période au moins égale à sept heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à vingt-deux jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à un mois"

Vu le code du travail, notamment ses articles R.4153-39 à R.4153-48, D.4153-2 à D.4153-4 et D.4153-15 à D.4153-37

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.124-1 à 20, D.124-1 à D.124-9,

Vu la date de délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du mardi 21 juin 2016.

Approuvant la convention type et autorisant le chef d'établissement à servir au nom de l'établissement toute convention relative aux périodes de formation en milieu professionnel conforme à la convention type,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention - La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève de l'établissement désigné, de "séquences éducatives en entreprise ou périodes de formation en milieu professionnel" réalisées dans le cadre de l'enseignement professionnel.

Article 2 : Finalité de la formation en milieu professionnel – Les périodes de formation en milieu professionnel correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil (article L.124-1 du code de l'éducation) En aucun cas, sa participation à ses activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise.

Article 3 - Dispositions de la convention

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière. L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. L'annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d'assurance.

La convention accompagnée de ses annexes est signée par le chef d'établissement, le représentant de l'entreprise ou l'organisme d'accueil de l'élève, le stagiaire ou, s'il est mineur, par son représentant légal, l'enseignant-référent et le tuteur de stage. La convention est ensuite adressée à la famille pour information.

Article 4 - Statut et obligations de l'élève

L'élève demeure, durant la période de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du chef d'établissement scolaire.

L'élève n'est pas pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles.

L'élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6 de la présente convention.

L'élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'il pourra recueillir à l'occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l'entreprise. En outre, l'élève s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise.

Article 5 - Gratification

L'élève ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification. Lorsque la durée de la période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire, à deux mois consécutifs (soit plus de quarante-quatre jours) ou non, la ou les périodes de formation en milieu professionnel font l'objet d'une gratification versée mensuellement. Son montant correspond à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale prévu à l'article D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale.

Cette gratification n'a pas le caractère d'un salaire au sens de l'article L. 3221-3 du code du travail.

Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale.

Article 6 - Durée du travail

En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.

Article 7 - Durée et horaires de travail des élèves majeurs

Dans l'hypothèse où l'élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaires effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus.

En ce qui concerne le travail de nuit, seul l'élève majeur nommément désigné par le chef d'établissement scolaire peut être incorporé à une équipe de nuit.

Article 8 - Durée et horaires de travail des élèves mineurs

La durée de travail de l'élève mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine.

Le repos hebdomadaire de l'élève mineur doit être d'une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche, sauf en cas de dérogation légale.

Pour chaque période de vingt-quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour l'élève mineur de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour l'élève mineur de seize à dix-huit ans.

Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, l'élève mineur doit bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit :

- à l'élève mineur de seize à dix-huit ans entre vingt-deux heures le soir et six heures le matin ;

- à l'élève de moins de seize ans entre vingt heures et six heures.

Ces dispositions ne peuvent pas faire l'objet d'une dérogation.

Article 9 - Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil

Conformément à l'article L.124-13 du code de l'éducation, le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant prévus à l'article L. 3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L. 3261-2 du même code.

Article 10 - Sécurité - travaux interdits aux mineurs

En application des articles R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37 du code du travail, l'élève mineur de quinze ans au moins, peut être affecté aux travaux réglementés après que l'entreprise ait adressé à l'inspecteur du travail une déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs.

La déclaration de dérogation doit préciser le secteur d'activité de l'entreprise, les formations professionnelles pour lesquelles elle est établie, les différents lieux de formation, la liste des travaux susceptibles de dérogation et les équipements de travail liés à ces travaux ainsi que la qualité et la fonction de la (ou des) personne(s) compétente(s) pour encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux précités, Elle est signée par le chef d'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail.

L'élève ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

Article 11 - Sécurité électrique

L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel.

L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l'élève.

Article 12 - Couverture des accidents du travail

En application de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

Conformément à l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil. Celle-ci adressera à la CPAM compétente, une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d'établissement.

Article 13 - Autorisation d'absence

En cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37 et L. 1225-46 du code du travail.

Pour les périodes de formation en milieu professionnel dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de six mois, la convention de stage doit prévoir la possibilité de congés et d'autorisations d'absence au bénéfice du stagiaire au cours de la période de formation en milieu professionnel.

Article 14 - Assurance responsabilité civile

Le chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée.

Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.

Article 15 - Encadrement et suivi de la période de formation en milieu professionnel

Les conditions dans lesquelles l'enseignant-référent de l'établissement et le tuteur dans l'entreprise (ou l'organisme) d'accueil assurent l'encadrement et le suivi du stagiaire figurent dans l'annexe pédagogique jointe à la présente convention.

Article 16 - Suspension et résiliation de la convention de stage

Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.

Article 17 - Validation de la période de formation en milieu professionnel en cas d'interruption

Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil, l'établissement propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou du stage, en tout ou partie, est également possible.

Article 18 - Attestation de stage

À l'issue de la période de formation en milieu professionnel, le responsable de l'entreprise (ou de l'organisme d'accueil) délivre une attestation conforme à l'attestation type figurant en annexe de la présente convention.

Signatures et cachets :

<u>Le Représentant de l'entreprise (ou organisme d'accueil)</u>		<u>Le Chef d'Etablissement du Lycée BOUGAINVILLE</u>	
Nom Prénom : Le :		Nom Prénom : Madame Cécile MOREAU Le :	
<u>L'élève ou son Représentant légal</u>	<u>Le Tuteur de l'entreprise</u>	<u>L'Enseignant-référent</u>	
Nom Prénom : Le :	Nom Prénom : Le :	Nom Prénom : Le :	

ANNEXE PÉDAGOGIQUE

Nom : SAID ALI

Prénom : Naïm

Classe : ULIS PRO

Nom du ou des professeurs chargés de suivre le déroulement de la formation en milieu professionnel :

Mme PICHERIT 06.52.93.45.20 Mme DELMORAL 06.38.67.30.13

NOM et QUALITE du TUTEUR dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil :

Tél. du tuteur :

DATE DU STAGE

Du lundi 07/10/2019 au Samedi 19/10/2019

1- Horaires (sous réserve de modifications liées à l'organisation du travail ou aux intérêts pédagogiques) :

	Matin		Après-midi (Après 22h : élève majeur uniquement)	
Lundi	de	à	de	à
Mardi	de	à	de	à
Mercredi	de	à	de	à
Jeudi	de	à	de	à
Vendredi	de	à	de	à
Samedi	de	à	de	à
Dimanche (élève majeur)	de	à	de	à
	Pour l'élève mineur de moins de 15 ans, 2 jours de repos consécutifs obligatoires : samedi + dimanche. Pour 15/18 ans, samedi + dimanche ou dimanche + lundi sauf pour les métiers de la restauration : possibilité de 2 jours consécutifs en semaine (dérogation).			

TOTAL / SEMAINE =

2- Modalités de la concertation entre le(s) professeur(s) et le tuteur pour contrôler le déroulement de la période :

La concertation avec le tuteur est assurée par un enseignant de l'équipe pédagogique chargé du suivi de l'élève.

Elle s'effectue par téléphone au cours de la première semaine de celui-ci et par une visite sur le lieu même de la formation lors des dernières semaines du stage.

Une fiche d'observation ou d'activités à réaliser sera présentée par le stagiaire au tuteur.

3 - Objectifs assignés et compétences à acquérir ou à développer au cours de la période de formation en milieu professionnel :

Objectifs assignés à la PFMP :

- De découvrir le métier en participant à un maximum de tâches simples dans la limite des compétences du jeune
- D'établir des relations professionnelles en respectant les usages
- D'affiner le projet professionnel pour favoriser un choix de CAP pour l'année suivante
- De vérifier la faisabilité du projet professionnel par rapport aux réussites et difficultés de l'élève.

Les compétences suivantes seront évaluées :

4 - . Activités prévues en milieu professionnel

5 - Travaux effectués, équipements ou produits utilisés soumis à la procédure de dérogation pour travaux interdits aux mineurs (élèves bénéficiant de la dérogation prévue par le code du travail, cf. article 7 de la convention) :

Liste du matériel considéré comme machine dangereuse :

6 - Modalités d'évaluation de la période de formation en milieu professionnel, en référence au règlement d'examen du diplôme préparé :

Afin de pouvoir évaluer la partie relative aux épreuves pratiques :

Un carnet de suivi des activités sera tenu par l'élève, ce carnet permettra aux formateurs de l'entreprise d'y consigner leurs appréciations et d'évaluer les travaux effectués.

Des évaluations seront effectuées au cours des périodes accomplies en milieu professionnel :

Une proposition de note pour chaque situation sera arrêtée conjointement par le tuteur d'entreprise et les professeurs concernés.

Une note globale sera proposée par l'équipe pédagogique au jury.

ANNEXE FINANCIÈRE

Nom : SAID ALI

Prénom : Naïm

Classe : ULIS PRO

Date Stage : Du lundi 07/10/2019 au Samedi 19/10/2019

Pour aider l'établissement à mieux gérer ses frais d'organisation des périodes de formation en milieu professionnel, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir remplir le questionnaire suivant et le retourner avec la convention signée.

1. Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil

L'entreprise participe-t-elle aux frais occasionnés par l'élève pendant la période de formation en entreprise ?

Oui non

Si oui :

Frais de restauration : soit par repas :

Frais de transport : soit par jour :

Frais d'hébergement : soit par nuit :

2. Gratification éventuelle

Montant de la gratification :

Modalité de versement :

3. Assurances

3.1 Pour l'Entreprise

Assurance responsabilité civile :

N° de police :

3.2 Pour l'Etablissement

Assurance responsabilité civile : MAE

N° de contrat : 0000239268

ATTESTATION DE Période de Formation en Milieu Professionnel

Ce document doit être complété et signé le dernier jour de la période de formation en milieu professionnel
par un responsable autorisé de l'entreprise d'accueil et remis au stagiaire

L'ENTREPRISE

Nom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Dirigée ou représentée par :
Tél : e-mail :
Fax : N° SIRET :
Domaine d'activité :
Tuteur du stagiaire ou personne à contacter :
Tél si ligne directe ou portable :

Atteste que :

L'ÉLÈVE

Nom : **SAID ALI Naïm**
Date de naissance : **25/04/2003**
Adresse personnelle : **1 rue d'ARRAS**
Code postal : **44800**
Tél : **07.58.66.14.57**

Prénom : **Naïm**

Classe : **ULIS PRO**

Ville : **SAINT HERBLAIN**

e .mail :

Scolarisé au Lycée :

**Lycée professionnel
Louis Antoine de BOUGAINVILLE
2, rue Eugène LE ROUX 44100 NANTES
Téléphone : 02.51.80.24.00 Fax : 02.40.58.27.80
Mél. : ce.0440036a@ac-nantes.fr
Site : <http://bougainville.paysdelaloire.e-lyco.fr>**

Représenté par madame MOREAU Cécile en qualité de chef d'établissement

A effectué une période de formation en milieu professionnel dans notre entreprise

Date Stage : Du lundi 07/10/2019 au Samedi 19/10/2019

Soit une durée effective totale de : 10 jours (2 x 5 jours)

Le montant total de€ a été versé au stagiaire à titre de gratification.

Fait à, le

Signature et Cachet de l'entreprise ou organisme d'accueil